

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 30 JANVIER 2020

Délibération n° 2020-003- DC

Date d'affichage :

Le 5 février 2020

Effectif statutaire : 93
Membres en exercice : 93
Quorum : 47
Présents : 55
Excusé(s) : 17
Dont représenté(s) : 14
Absent(s) : 21

Nombre de votants : 69

Secrétaires de séance :

*Madame Jacqueline TARDIVEL,
Conseillère communautaire de la
Commune de Vernantes et
Monsieur Grégory PIERRE,
Conseiller communautaire de la
Commune de Villebernier*

Le trente janvier deux mille vingt à 17 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis Amphithéâtre E Guiliani au siège de l'Agglomération, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président, le vingt trois janvier deux mille vingt.

Présents : (55)

Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Lionel FLEUTRY, Jérôme HARRAULT, Arnel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Christian RUAULT, Anatole MICHEAUD, Guy BERTIN, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jacky BOUCHENOIRE, Béatrice BERTRAND, Denis SAULEAU, Jean-Marie POIRON, Patrick ALOPE, Sophie ANGUENOT, Jean-Pierre ANTOINE, Michel APCHIN, Françoise AUVINET, Gilles BARDIN, Noël BAUDOUIN, Alain BOISSONNOT, Yves BOUCHER, Bernard BOUTIN, Claudia CHARTIER, Bruno CHEPTOU, Patrick CONDEMIN, Françoise DAMAS, Diane de LUZE, Pierre-Yves DELAMARE, Marie-Luce DURAND, Didier GUILLAUME, Charles-Henri JAMIN, Alain JOBARD, Sylviane LE COQ, Eric LEFIEVRE, Danielle LEGUAY, Jack LOYEAU, Patrice MOUCHARD, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, André NIORT, Alain PASSEDDROIT, Nicole PEHU, Grégory PIERRE, Bruno PROD'HOMME, Dominique SIBILEAU, Françoise SILVESTRE DE SACY, Jean-Marcel SUPIOT, Gilles TALLUAU, Jacqueline TARDIVEL, Eric TOURON.

Dont suppléé(s) remplacé(s) :

Gérard PERSIN par Serge BRANCHEREAU

Excusés : (17)

Michel PATTEE, Eric MOUSSERION, Jean-Luc LHEMANNE, Marc BONNIN, Patrice VERITE, Danièle ADAM, Laurence DELAUNAY, Béatrice GUILLON, Véronique HENRY, Benoit LAMY, Géraldine LE COZ, Alain LEFORT, Astrid LELIEVRE, Frédéric MORTIER, Patrice PEGE, Isabelle TAILLECOURS, Gabriel TAILLEE

Dont excusés ayant donné pouvoir : (14)

Michel PATTEE à Anatole MICHEAUD, Jean-Luc LHEMANNE à Bruno PROD'HOMME, Marc BONNIN à Lionel FLEUTRY, Patrice VERITE à Alain BOISSONNOT, Laurence DELAUNAY à Danielle LEGUAY, Béatrice GUILLON à Jack LOYEAU, Benoit LAMY à Alain PASSEDDROIT, Géraldine LE COZ à Jackie GOULET, Alain LEFORT à Claudia CHARTIER, Astrid LELIEVRE à Jean-Michel MARCHAND, Frédéric MORTIER à Nicole PEHU, Patrice PEGE à Sylviane LE COQ, Isabelle TAILLECOURS à Eric TOURON, Gabriel TAILLEE à Patrice MOUCHARD.

Absents : (21)

Rodolphe MIRANDE, Sophie SARAMITO, Fabrice ANGER, Jeannick CANTIN, Christophe CARDET, Fabrice DUFOUR, Gilles GOUZIL, Renaud HOUTIN, Marie-France LE NEILLON, Lydia L'HERROUX, Eric MIGNOT, Nathalie MORON, Laurent NIVELLE, Nicolas OGHEREAU, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Caroline RABAULT, Didier ROUSSEAU, Marie SEYEUX, Michel SIRE, Florian STEPHAN, Sylvie TAUGOURDEAU

PREMIERE PROGRAMMATION 2020 DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

La loi du 21 février 2014 de Programmation pour la Ville et la Cohésion urbaine a réformé la politique de la Ville. Elle a instauré des contrats de ville nouvelle génération qui engagent les signataires pour la période 2015-2020 et réunissent dans un même contrat les volets urbain, économique et social de la politique de la ville.

Sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 ne retient plus qu'un seul quartier prioritaire de la politique de la ville : le quartier Chemin Vert – Hauts Quartiers de la Ville de Saumur.

Le Conseil Communautaire lors de sa réunion du 26 juin 2015 a validé la mise en œuvre du nouveau contrat de ville 2015- 2020.

Ce contrat s'articule autour de trois piliers :

- développement urbain, cadre de vie et tranquillité publique,
- développement économique, emploi et formation,
- cohésion sociale.

Trois axes transversaux devront se décliner dans chacun des trois piliers et l'ensemble du contrat :

- prévenir et lutter contre les discriminations,
- favoriser l'égalité femme/homme,
- favoriser l'insertion sociale et professionnelle de la jeunesse.

Les différents partenaires institutionnels de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, l'État, la Ville, le Département, le Conseil Régional des Pays de la Loire, la Caisse d'Allocations Familiales et l'office public Saumur Habitat s'engagent dans ce nouveau contrat, signé pour 5 ans.

La loi de finances pour 2019 a prolongé la durée des contrats de ville jusqu'en 2022 tout en demandant aux signataires de les rénover en les adaptant à la feuille de route du gouvernement présentée en conseil des ministres du 18 juillet 2018. Il s'agit de 40 mesures classées en cinq programmes (sécurité, éducation, emploi, logement, lien social).

Cette rénovation du contrat de ville prendra la forme d'un "protocole d'engagements renforcés et réciproques"

Chaque année, le comité des financeurs du contrat de ville valide les deux programmations. Pour 2020, cette validation porte sur 23 dossiers au titre de la première programmation.

L'enveloppe globale du contrat de ville s'élève à près de 250 000 euros, hors crédits du Programme de Réussite Éducative.

A cette enveloppe s'ajoutent les crédits de droit commun comme par exemple ceux du Fonds d'Aide aux jeunes (FAJ) ou encore ceux du Fonds interministériel de la Prévention de la Délinquance (FIPD) qui peuvent être sollicités pour financer certaines actions.

Les financements attribués à chaque association le sont sous forme de subventions.

Chaque financeur du contrat de ville (État, Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, Ville de Saumur, Département, Caisse d'Allocations Familiales) verse directement aux opérateurs la subvention qu'il a allouée.

Vu l'article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales portant sur les compétences des communautés d'agglomération ;

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Vu le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains, retenant le seul quartier prioritaire de la politique de la ville Chemin Vert – Hauts Quartiers ;

Considérant le budget primitif 2020 voté par délibération lors du Conseil Communautaire du 12 décembre 2019 ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** la première programmation du contrat de ville telle que présentée sur le tableau annexé à la présente délibération,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer les éventuelles conventions nécessaires et toutes pièces afférentes,

- **D'AUTORISER** le financement de ces actions, sous réserve du respect des dispositions figurant dans la présente.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Date de transmission en sous-préfecture :

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 1^{er} trimestre 2020

Pour Extrait Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire



Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	8 – Domaine et compétences par thèmes	8.5 – Politique de la ville, habitat, logement
-------------------	---------------------------------------	--

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »